

Compte rendu de la Matinée d'échanges - « Eau, énergie, déchets : les synergies de l'aide au développement à mettre en œuvre » - de 10h à 12h30 lundi 10 janvier 2022 - Zoom

Présent-es (15) : Clément Lugagne Cicle, Bruno Demeurant Electriciens Sans Frontières Délégation du Centre-Val de Loire, Pierre-Marie Grondin pS-Eau, Delphine Hervier Amorce, Jean-Paul Terrasson Nirina et les Amis de Nafadji, Kham Saysanavongphet AFAEL, Jean-Claude Lézier Agir Abcd 45, Frédéric Fleury Ghimao, Mathieu Boucard Waste and Hope, Hervé Gilliard agence de l'eau Loire Bretagne, Alain Dubost Comité de jumelage Châteauroux Bittou, Lisa Bonne Région Centre-Val de Loire, Emmanuelle Davignon Région Centre-Val de Loire, Bédard Annick Amis de Dreux Koudougou, Elsa Tisné-Versailles Centraider.

Introduction, Elsa Tisné-Versailles Centraider

L'objectif de cette rencontre est de présenter au réseau Centraider le projet « Les 1% solidaires au services des initiatives des organisations de la société civile » qui a été lancé par le programme Solidarité Eau (pS-Eau), Amorce, Cicle et la Conférence Inter-Régionale des Réseaux Régionaux Multi-Acteurs (CIRRMA) dans 5 régions en France avec l'appui de 5 Réseaux Régionaux Multi-Acteurs dont Centraider. Lors de cette rencontre les dispositifs « 1% eau », « 1% déchets » et « 1% énergie » seront présentés pour comprendre quels sont les enjeux d'un rapprochement des 3 dispositifs et au-delà des 3 thématiques pour améliorer l'accès aux services essentiels dans les pays du Sud.

1/ Rapprochement de l'animation des 3 1 % Eau Energie Déchets Mai 2021-Avril 2024. Accès aux services essentiels dans les pays à faibles revenus, Pierre-Marie Grondin pS-Eau

CF. Présentation Power Point.

Question-réponse :

Frédéric Fleury, Ghimao : Est-ce qu'il est possible de faire participer les partenaires du Sud au comité de pilotage régional du projet ?

Réponse du pS-Eau : Dans les 4 pays qui sont plus spécifiquement fléchés par le projet (Burkina Faso, Madagascar, Sénégal et Togo), des partenaires du Sud pourront être associés au comité d'orientation du projet. Cependant, l'objectif du projet est de rapprocher les différents acteurs qui travaillent sur les 3 thématiques en France, il n'a pas l'ambition de proposer une animation qui puisse s'étendre dans tous les pays. Le renforcement des partenaires français impliqués sur les différents réseaux est un des résultats attendus du projet. Nous remarquons que chaque collectivité territoriale a ses secteurs spécifiques de compétences sur les différents dispositifs 1%. La démarche retenue est de travailler ensemble pour développer une meilleure technicité dans nos approches et dans notre manière de convaincre afin de rapprocher les différents secteurs de compétences et les 1%. Améliorer et renforcer nos approches permettra aux partenaires locaux d'avoir accès à des partenaires sur les différents secteurs en France.

2/ Coopération internationale : le dispositif 1% déchets, Delphine Hervier Amorce

CF. Présentation Power Point.

Actuellement, Amorce observe une hausse des coûts de la gestion des déchets en France, le secteur est fiscalement et financièrement en crise. Le budget alloué par les collectivités territoriales pourrait être freiné à court terme.

Pour les collectivités à compétences déchets, bénéficier de l'engagement de leurs homologues sur les autres dispositifs Eau et Énergie faciliterait leur engagement. Dans le secteur de l'eau et de l'assainissement il existe un apport non négligeable des Agences de l'eau. Sur les déchets, nous ne retrouvons pas les mêmes mécanismes, le projet s'attachera à travailler sur les leviers pour l'engagement des collectivités dans le secteur des déchets.

Questions et échanges :

Jean-Claude Lézier, Agir Abcd 45 : La problématique des déchets évolue beaucoup de part la prolifération des déchets plastiques dans les pays du Sud ces dernières années. Les solutions de valorisation des déchets seraient des axes centraux à travailler dans les projets de développement pour endiguer cette propagation.

Delphine Hervier, Amorce : Des fiches techniques sont disponibles sur la [déchètèque d'Amorce](#), elles traitent ces questions et peuvent faciliter la mise en œuvre de projets dans ces secteurs. Dans les pays du Sud nous remarquons que le risque environnemental n'est pas maîtrisé, les collectivités locales ne finançant que certains aspects de la filière de gestion des déchets. Afin d'agir plus globalement sur la filière une des possibilités serait de travailler avec les collectivités du Sud partenaires sur l'élaboration de stratégie globale de gestion des déchets à l'image de ce qui a pu être fait par le Département des Yvelines en coopération avec le Sénégal.

Lisa Bonnet, Région Centre-Val de Loire : En Centre-Val de Loire nous observons des collectivités présentes sur cette thématique (Orléans, Agglomération de Dreux) mais qui ne mobilisent pas le 1% déchets pour le financement des actions, à l'exception du Sytom 36. Il existe un intérêt sur cette thématique dans le secteur de la coopération internationale en Centre-Val de Loire, à l'image de la création d'un groupe déchets au sein de la Conférence Permanente des Relations Internationales (CPRI) en 2019. Cependant, le secteur doit faire face à un historique complexe dans la coopération décentralisée, où des projets non adaptés aux contextes locaux (envoi de camion-bennes notamment) ont produit des échecs dans le passé. La déconstruction des préjugés sur ce type de projets et la valorisation des nouvelles approches auprès des collectivités territoriales concernées est à faire si l'on souhaite observer davantage d'engagement. Aussi, un travail important en amont avec entre partenaires du Sud et du Nord est à anticiper pour éviter des projets à faibles impacts ou dont la durabilité n'est pas assurée.

Durant l'événement « [Cap sur la Cop Régionale](#) » et dans le cadre du [groupe déchets de la Conférence Permanente des Relations Internationale \(CPRI\)](#) des ateliers regards croisés entre acteurs du Sud et du Nord de l'économie circulaire ont été organisés. Ces ateliers ont mis en avant des apports des acteurs du Sud sur la valorisation des déchets et des solutions développées qui n'ont pas forcément d'équivalents en France. Valoriser cette expertise Sud par l'échange de savoir-faire peut aussi être un levier fort à l'engagement des collectivités territoriales françaises sur ce type de projet.

Bruno Demeurant, Electriciens Sans Frontières : La problématique de la gestion des déchets issus d'installation d'équipements électriques est centrale. Les pays du Sud ne disposent pas des technologies de traitement de ce type de déchets. Les porteurs de projets connaissent des difficultés pour le stockage et la gestion des déchets électriques (batteries au plomb, lithium etc.). Plusieurs pistes pourraient être étudiées :

- Imposer aux entreprises de réimporter les déchets produits
- Budgéter la réimportation de ce type de déchets dans les projets de coopération internationale

3/ Le 1% Energie, Réseau de Coopération Internationale Climat-Energie (CICLE), Clément Lugagne Cicle

Tout comme le 1% déchets, le 1% énergie n'a pas d'équivalent des agences de l'eau, la compétence énergie n'est pas toujours associée à une compétence locale. Cicle propose de travailler sur l'élargissement du calcul de l'assiette du 1% énergie pour que cela corresponde davantage au secteur de l'énergie en France.

Questions et échanges :

Bruno Demeurant, Electriciens Sans Frontières : Les acteurs qui s'engagent sur l'accès à l'eau et à l'assainissement en milieu scolaire par exemple ne réfléchissent pas en premier lieu à la question de l'accès à l'énergie, cette question n'étant pas directement réfléchi par les partenaires du Sud lorsque des actions sur l'eau et l'assainissement sont montées. Pourtant, l'accès à l'énergie s'avère souvent centrale dans ce type de projet et anticiper ces aspects permettrait de réfléchir à une échelle plus globale l'accès au service. La mutualisation des 1% permettrait de développer ce type d'initiatives.

Hervé Gilliard, agence de l'Eau Loire Bretagne : Il est intéressant de relier ces différentes interventions eau, déchets et énergie. En tant que bailleur de fonds, il existe une réelle plus value à financer ce type de projets qui travaillent sur ces différentes thématiques. Des démarches sont déjà en cours dans d'autres régions comme à Nantes avec Dschang au Cameroun et à Châtelleraut avec Kaya au Burkina Faso. Ce type de projets s'inscrivent sur le long terme, dans des coopérations déjà existantes. Il faut inciter et accompagner les porteurs de projets à développer une vision globale des problématiques qui se posent sur un territoire donné. Enfin, un travail de mobilisation des syndicats départementaux qui ont ces compétences pourrait être une piste pour ce projet.

Pierre-Marie Grondin, pS-Eau : Les 3 « 1% solidaires » ne sont pas les seuls leviers, le projet s'intéresse aux 3 secteurs, l'appui des régions sur ces 3 thématiques est également à inclure. Sur l'interdépendance des secteurs, le programme va agir sur le renforcement des capacités des acteurs. A Madagascar, le pS-Eau appuie RANO qui sera sollicité pour des ateliers sur les 3 thématiques. Un travail avec l'Etat malgache sur ces sujets est aussi enclenché pour fournir un appui plus fort aux partenaires français. Le projet prévoit la mise en place d'un comité de pilotage régional piloté par Centraider. Ce COPIL permettra de renforcer l'accompagnement des porteurs de projets en région Centre-Val de Loire sur la mise en œuvre d'actions multithématiques dans les pays du Sud.

4/ Constitution d'un Comité de pilotage régional, Elsa Tisné-Versailles et Bruno Demeurant Centraider

CF. Power Point.

Centraider propose de créer un lien fort entre le COPIL du projet et le groupe accès aux services essentiels proposé lors de la CPRI du 1^{er} décembre 2021. Ces deux groupes pourraient en quelque sorte fusionner afin de créer un espace de travail et de rencontre commun sur ces sujets.

Questions et échanges :

Emmanuel Davignon, Région Centre-Val de Loire : La CPRI est un cercle de réflexion qui vise à produire des connaissances partagées à l'ensemble de ses acteurs. La CPRI s'adresse à un public large, les groupes de travail doivent être utiles. Le COPIL du projet s'il souhaite fusionner avec un groupe de la CPRI devra s'inscrire dans cette démarche. Aussi, les ateliers et formations proposés dans le cadre du projet seront-ils ouverts à l'ensemble des acteurs de la CPRI ou réservés aux membres du COPIL du projet ?

Elsa Tisné-Versailles, Centraider : Toutes les actions proposées dans le cadre du projet comme les séances de restitution des productions, les ateliers d'informations, les formations etc., seront ouvertes au plus grand nombre, aux acteurs du réseau Centraider et de la CPRI. De plus, rendre compte des travaux effectués par le COPIL aux acteurs de la CPRI sera une opportunité de diffuser cette nouvelle approche et de mobiliser plus largement les acteurs sur ces sujets.

Pierre-Marie Grondin, pS-Eau : Il n'y a pas d'uniformisation des actions sur les 5 régions impliquées dans le projet, chaque RRMA développe le projet en fonction de ses opportunités et de son territoire. L'objectif de ce projet est bien de sensibiliser l'ensemble des acteurs liés à Centraider.

Frédéric Fleury, Ghimao : Le partage d'expériences via les capitalisations qui seront produites dans le cadre du projet est un point très intéressant proposé par le projet. Il serait opportun dans ces capitalisations d'insister sur la durabilité des interventions dans les différents pays. Le pilotage régional du projet est une démarche intéressante également.

Emmanuelle Davignon et Lisa Bonnet, Région Centre-Val de Loire : Une lettre d'information à l'ensemble des acteurs de la CPRI leur sera adressée au plus tard le 18 janvier, des éléments de communication sur le projet pourront être partagés par Centraider. De plus, la Région Centre-Val de Loire dans le cadre de [son dispositif de soutien CAPEI](#) encourage la mutualisation de projets, avec une bonification de l'aide attribuée. Si de nouveaux projets venaient à naître grâce à la mise en place du comité de pilotage ils pourraient être proposés au soutien de la Région-Centre Val de Loire.